

Une logique de solidarité peut-elle exister dans un système capitaliste ?

Respectable Loge, Abbé Grégoire, Orient de Lunéville, Région 4

Mots-clefs : Solidarité, Capitalisme, Contrat social, Démocratie, Local

Décider autrement

Rien ne se produira spontanément. Le changement de culture ne survient pas instantanément. Il ne se décrète pas non plus. Il faut aussi repenser le cadre dans lequel nous évoluons. Nos institutions et nos organisations. Dans ces domaines aussi, il faut apprendre à décider autrement. Sans doute moins de verticalité et plus d'horizontalité !

Face à ces nouveaux défis, la solidarité est une valeur à l'épreuve. Elle est confrontée à la promesse de solutions de plus en plus individualisées pour répondre aux risques sociaux et ce à travers des produits qui permettrait à chacun de se prémunir au plus juste prix. Dans un tel environnement, on comprend que les logiques de solidarités collectives n'ont plus vraiment leur place. La solidarité ne risque-t-elle pas de se trouver condamnée à revenir à sa plus simple expression, celle du XIXème, à savoir l'assistance et la bienfaisance ? Pour cela il est nécessaire de passer d'une logique non coopérative à une démarche coopérative au niveau collectif. En pratique, notre système économique doit être perfectionné et les améliorations nécessaires concernent des mesures concrètes et diverses, triviales ou de plus grande hauteur, mais qui permettraient de faire passer une culture des choix collectifs et des normes de réciprocité dans les esprits ; nous ne sommes plus au temps des grandes réformes institutionnelles où la France hésitait entre le régime monarchique et la république ; la vie démocratique se décline sur le terrain...

Le besoin urgent d'un nouveau Contrat social

Nous avons besoin d'une approche pragmatique pour comprendre ce qui a mal tourné et expérimenter des solutions pour y remédier. Le Contrat Social doit être refondé et les fondements éthiques du capitalisme doivent être restaurés, notamment l'idée que les individus sont liés par des obligations mutuelles. Il s'agit là de composantes essentielles d'une société moderne et performante. Les effets désastreux d'un système qui considère l'homme comme un moyen et non comme une fin, détériore forcément les liens civiques, aiguise les égoïsmes et s'accompagne d'une montée inexorable des inégalités. Le 9 novembre 1989, le mur de Berlin est tombé. Parallèlement à la réunification d'une ville longtemps divisée, l'événement a marqué la victoire symbolique d'un système économique et politique. Trente ans plus tard, alors que la capitale allemande s'apprêtait à célébrer cet anniversaire important, une vague de protestations de masse a éclaté à travers le monde. En France, violences dites des "*gilets jaunes*", grèves de pompiers, grèves des urgences... ; en Algérie, 54 semaines de manifestations pacifiques (la révolution du sourire) ; à Hong Kong, manifestations massives de mars à décembre 2019 ; au Liban, manifestations tout aussi massives. Les manifestants partagent une profonde frustration face aux inégalités sociales et aux difficultés économiques.

Bien entendu, ce système économique a contribué au fait que durant les trente dernières années, plus d'un milliard de personnes ont été sorties de l'extrême pauvreté et l'accès aux soins de santé et à l'éducation s'est accru à l'échelle mondiale. Mais les promesses de la théorie du ruissellement ne se sont pas matérialisées. La croissance des inégalités a alimenté des ressentiments multiples, notamment en matière sociale et environnementale. Il est clair que le système est perfectible et qu'il convient d'identifier les lignes directrices pour remettre le système sur les rails et guérir les « profondes fractures » qui se sont ouvertes dans nos sociétés. Dans le prolongement de nos réflexions sur le Contrat Social, le problème n'est pas inhérent au système lui-même, mais plutôt à la manière dont il a pu évoluer au fil du temps en particulier dans l'organisation des entreprises.

Il convient de rappeler à cet égard que l'objectif du capitalisme a toujours été de trouver des solutions « rentables » aux problèmes des gens. Songeons à ce qui a toujours été au cœur de la dynamique de ce système tel que Schumpeter l'a magistralement décrite : la machine à vapeur, le train, l'avion... On ajoute le numérique à la liste. Ce sont toutes des avancées technologiques qui répondent à la base aux besoins des gens (se déplacer, échanger,). Mais le système s'est progressivement détourné de cette idée centrale pour se concentrer sur un autre objectif, à savoir la maximisation de la valeur pour les actionnaires. Tous les sondages montrent que la confiance dans le capitalisme est à un niveau historiquement bas. Et pourtant, les institutions juridiques de ce système détiennent encore la clé de la prospérité de masse, sur laquelle il

convient désormais de réfléchir dans le cadre d'un contrat social renouvelé. Le problème de la recherche de la valeur maximale pour les actionnaires est qu'elle risque de conduire à créer plus de problèmes qu'elle n'en résout. Ce sont les abus du système où les personnes impliquées ont perdu tout sens de la mesure dans la recherche de gains personnels qui traduisent le mieux ses dérives.

Nous relier les uns aux autres

Avec la montée en puissance de l'individualisme, ce « capital social » s'est érodé. Nous avons progressivement perdu cette capacité de forger des relations avec les autres, ce qui constitue pourtant le fondement principal des sociétés socialement stables et économiquement efficaces. Ce sentiment d'appartenance à une communauté est indispensable pour faire vivre l'esprit d'équipe dans l'entreprise autour d'un objectif commun soutenu par des logiques de loyauté, de confiance et de réciprocité. La manière la plus naturelle de nous relier les uns aux autres passe par ces sentiments et pas uniquement par un calcul des coûts et des avantages. Cet aspect du capitalisme a été considérablement atténué au fur et à mesure que se mettaient en place des structures financières et juridiques conduisant les dirigeants d'entreprises à se concentrer exclusivement sur la valeur actionnariale.

Il nous faut un cadre de décision qui nous permette de nous préparer, de nous projeter. Comment se préparer ? Autrefois il y avait un ministère du plan. Avec l'effondrement de l'idéologie communiste il est apparu que c'était stupide. De même chaque grande entreprise avait un service de planification stratégique. Ils ont tous disparu pour la même raison. En effet nous vivons dans un monde complexe, en perpétuelle évolution et largement imprévisible. La capacité d'adaptation est la seule réponse. En effet dès que le combat commence tout est différent. Il faut savoir prendre des initiatives, analyser en temps réel et choisir. Cette capacité à agir en temps réel est devenue une qualité majeure et il serait bon de trouver des façons d'enseigner comment devenir efficace en gestion de crise. L'action cela peut s'enseigner même si les beaucoup ne l'ont pas encore compris. Avant de faire un match de foot il faut s'entraîner férocement. Rien ne se passera comme prévu mais l'entraînement est indispensable...